

DOCUMENT UNIQUE

**VALANT REGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE,
ACTE D'ENGAGEMENT ET CCP**

FOURNITURES ET SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

EN APPLICATION DES ARTICLES R.2123-1 A 3
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE,

REFERENCE : MARCHE 2024 – LIVRAISON DE REPAS

POUVOIR ADJUDICATEUR :

INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION DE LYON

(RPA) REPRESENTANT DU
POUVOIR ADJUDICATEUR :

MADAME LA DIRECTRICE
1 ALLEE BUSTER KEATON
PARC DE L'EUROPE JEAN MONNET CS 72076
69616 VILLEURBANNE CEDEX
TELEPHONE : 04 72 82 17 17

COMPTABLE ASSIGNATAIRE :

MONSIEUR L'AGENT COMPTABLE DE L'IRA DE LYON
PARC DE L'EUROPE JEAN MONNET CS 72076
69616 VILLEURBANNE CEDEX

CODE CPV PRINCIPAL :

55521200 - SERVICES DE LIVRAISON DE REPAS

CODE CPV SECONDAIRE :

55510000 - SERVICES DE CANTINE,
55523100-2 - SERVICES DE RESTAURATION SCOLAIRE

LE PRESENT DOCUMENT COMPORTE 12 PAGES

Date limite de remise des offres : lundi 06 janvier 2025 16H00

| LOT UNIQUE | |
|---------------------------|--|
| N° DE TIERS FOURNISSEUR | |
| N° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE | |

Le document unique et ses annexes sont consultables sur « PLACE » .

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

| | |
|---|--|
| Préambule | G. Clauses financières |
| A. Objet du marché | H. Attestation sur l'honneur du candidat |
| B. Règlement de la consultation | I. Signature de l'entreprise |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | J. Décision du pouvoir adjudicateur si l'offre du candidat est retenue |
| D. Identification de l'entreprise | K. Notification du marché |
| E. Clauses administratives | |
| F. Clauses techniques | |

PREAMBULE



Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « document unique de marché européen » (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur PLACE, sur le site CHORUS à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou directement

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

Le candidat peut choisir de signer son offre (présent document unique) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type eIDAS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement le document unique.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.

Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHE

A.1 OBJET DU MARCHE

CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE
AU PROFIT DU SERVICE DE RESTAURATION DE L'INSTITUT

La présente consultation concerne la fourniture de repas pour les usagers de l'Institut Régional d'Administration de Lyon. Elle porte sur une solution de restauration visant à assurer la mise à disposition de repas. Le marché est constitué d'un lot unique, attribué à un seul prestataire.

A.2 LOT UNIQUE

B. REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B. : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

NB : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au document unique (au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

B.1 PROCEDURE DE LA CONSULTATION

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

Les variantes sont autorisées

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément aux dispositions des art. R.2142-19 à 27 du CCP, les entreprises souhaitant se présenter groupées pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

B.2 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT

La signature des documents N'EST PAS obligatoire au dépôt de l'offre

Le présent document daté, avec son annexe financière complétée.

Un mémoire technique présentant notamment une présentation de la méthodologie retenue, des mesures d'organisation et de la bonne appréhension des attentes du pouvoir adjudicateur

Moyens techniques mis en œuvre ou caractéristiques des fournitures demandées, etc

B.3 RECEPTION DES PLIS

Les pièces constitutives sont à transmettre **de préférence par voie dématérialisée** sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au :

(06/01/2025 + 16h00)

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

B.4 CRITERES DE SELECTION

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables (art. L.2152-2 à 4 CCP)

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

| Critères d'attribution | Note maximale des (sous)-critères | Pondération | TOTAUX |
|---|-----------------------------------|-------------|------------|
| Le prix ou le coût des prestations* | 20 | 60% | 60 |
| La valeur technique des prestations : | | | |
| Diversité et richesse des plats proposés par catégorie, politique d'achats des denrées | 20 | 20% | 40 |
| modalités d'exécution proposées et dispositions pour garantir la qualité des prestations et le respect des délais | 20 | 20% | |
| TOTAL | | | 100 |

* pour le calcul de la note de prix, utiliser la formule suivante :

$$\text{note de l'offre} = 20 \times \left(\frac{\text{prix HT de l'offre la moins chère}}{\text{prix HT de l'offre}} \right)$$

La note finale est obtenue par la somme des notes intermédiaires pondérées.

Règles d'arrondi :

Si le chiffre des centièmes des notes intermédiaires et finale est :

0, 1, 2, 3 ou 4, le chiffre des dixièmes est arrondi par défaut au dixième inférieur ;

5, 6, 7, 8 ou 9, le chiffre des dixièmes est arrondi par excès au dixième supérieur.

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, la note du critère DU PRIX la plus élevée détermine le candidat pressenti.

B.5 NEGOCIATION

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec le candidat arrivé en première position lors du classement à la suite de l'analyse des offres, en vertu de l'article R2123-5 du CCP.

B.6 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

SECRETARIAT GENERAL

LARIBI, Fatiha, secrétaire générale

Courriel : fatiha.laribi@ira-lyon.gouv.fr ,
téléphone : 04 72 82 17 20

Contact technique :

DRIDI Sami, gestionnaire logistique

Courriel : sami.dridi@ira-lyon.gouv.fr ,
téléphone : 04 72 82 17 21

Désignation, adresse, numéro de téléphone du
comptable assignataire :

Monsieur L'agent comptable de l'IRA de Lyon

Imputation budgétaire : 628

Dépôt des factures de préférence sur le portail :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Nom de l'entreprise et nom du représentant
identifié :

(à compléter par l'entreprise)

Adresse, téléphone, courriel, télécopieur :

(à compléter par l'entreprise)

SIRET : (à compléter par l'entreprise)

Coordonnées bancaires : (à compléter par
l'entreprise + joindre RIB)

| CODE BANQUE | CODE GUICHET | N° DE COMPTE | CLE RIB |
|-------------|--------------|--------------|---------|
| | | | |

D.1 SI GROUPEMENT D'ENTREPRISES :

Nature du groupement : (à compléter par
l'entreprise)

Identification des membres du groupement : (à
compléter par l'entreprise)

Coordonnées bancaires des membres du
groupement : (à compléter par l'entreprise)

Identification du mandataire et coordonnées : (à
compléter par l'entreprise + joindre RIB)

Répartition des prestations avec indications des
montants HT par entreprise : (à compléter par
l'entreprise)

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES

E.1 LISTE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR ORDRE DE PRIORITE

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. le document unique, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (le cas échéant, bordereau des prix à fournir par le candidat) et ses modificatifs éventuels ;
2. le cas échéant, les bons de commande émis sur la base du marché ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) en vigueur à la signature du marché ;
4. la législation en vigueur applicable à la restauration collective
5. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
6. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

E.2 DUREE

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 (douze) mois à compter de la date de sa notification. Il pourra être reconduit tacitement 3 (trois) fois maximum, pour la même durée chacune.

Il est conclu pour une durée maximale de 48 (quarante-huit) mois - équivalente à 4 (quatre) ans - à compter de la date de sa notification. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

La décision de l'Administration de ne pas reconduire le marché est notifiée au titulaire à minima 3 (trois) mois avant la date anniversaire du marché.

E.3 LIEU D'EXECUTION / DE LIVRAISON

IRA DE LYON, 1 allée Buster Keaton 69100 Villeurbanne

E.4 COUTS DE LA PRESTATION

Le marché est conclu à prix mixte, combinant les prix des repas figurant dans le bordereau des prix unitaires révisables (BPU) et, le cas échéant, la mise à disposition d'équipements ou de matériels (armoires froides connectées, chariots ...) à prix forfaitaire ferme (DPGF).

Il s'agit d'un marché mono-attributaire, structuré en deux parties :

- Une partie révisable, le prix du repas dont une partie est payée par le convive (pré-paiement) et une partie prise en charge par l'institut (post-paiement)
- Une partie forfaitaire, la mise à disposition de solution avec une décomposition du prix global et forfaitaire, prise en charge par l'institut

Les prix, détaillés dans le BPU et le DPGF annexés à l'acte d'engagement, sont établis selon les conditions économiques en vigueur à la date limite de la remise des offres.

E.5 FORME DES PRIX

Les prix sont mixtes pour la toute la période d'exécution du marché.

E.6 AVANCES

Sans objet

E.7 REGLEMENT DES PRESTATIONS

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>). Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer :

le numéro de SIRET de l'établissement : 196 918 619 00012

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

le détail de la facturation (acompte, solde / objet)

la référence du marché

les nom et adresse du créancier ;

le numéro de son compte bancaire;

le prix total HT et le prix total TTC.

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours (art. R.2192-10 et s. du CCP).

E.8 DOCUMENTS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

E.8-1 Déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **15 (quinze) jours à compter de la notification du marché**, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances au titre de la responsabilité civile ;

E.8-2 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Les titulaires doivent fournir une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

LES SOUS-TRAITANTS EVENTUELS DOIVENT FOURNIR LES MEMES DOCUMENTS QUE LE TITULAIRE.

E.9 RESILIATION

Le cas échéant, la résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire

E.10 EXECUTION AUX RISQUES ET AUX FRAIS DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

E.11 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

E.11 - 1 Préambule – généralités

Vos informations font l'objet d'un traitement dont le responsable est l'IRA LYON, ayant pour finalité la bonne gestion de notre relation commerciale et vous informer sur l'actualité de l'Institut. Comme prévu réglementairement, elles seront conservées 10 ans après notre dernière relation commerciale. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, de portabilité, et d'effacement de vos données en nous contactant à l'adresse suivante : dpo@ira-LYON.fr

Dans le cadre du présent marché les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur.

E.11 - 2 Description du traitement de données à caractères personnel

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties attestent se conformer au Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle est strictement conforme au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec cette convention.

Pour l'application du présent article le responsable de traitement au sens RGPD est l'acheteur et les sous-traitants sont les titulaires du lot unique.

E.12 LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Lyon (69) et/ou la médiation des entreprises (DREETS).

E.15 – 2 Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Lyon, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

E.13 DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Néant

F. ANNEXE TECHNIQUE

Définition du besoin, des quantités, des prérequis exigés et descriptif technique

Cahier des clauses particulières CCP

Annexes financières : BPU, DPGF

G. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter:

les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),

ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (art. L.2341-1 et s. du CCP), à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

à respecter les dispositions des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

H. SIGNATURE DU MARCHE PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise :

sur la plateforme au moment de la remise initiale de l'offre

sur la plateforme/sur dépôt papier après négociation

après mise au point en accord avec l'acheteur

| NOM, PRENOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE(*) ET DES MEMBRES SI GROUPEMENT D'ENTREPRISES (**) | LIEU ET DATE DE SIGNATURE | SIGNATURES |
|--|----------------------------------|-------------------|
| | | |
| | | |
| | | |

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

I. DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'offre du candidat est acceptée pour le lot unique

à, le

Signature (représentant du pouvoir adjudicateur)

J. NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE

Notification dématérialisée via PLACE :

- date : - heure :

**** POUR LES TITULAIRES ETRANGERS***

En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)

Annexe 1

FORMULAIRE DU CANDIDAT ÉTABLI A L'ÉTRANGER

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC1 et DC2) à joindre dans le dossier d'offre pour les candidats étrangers. *Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1) :*

IDENTITE

Raison sociale :

Forme juridique :

Dirigeant principal :

Adresse :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro TVA intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts :

CONFORMITE

- Je certifie être à jour de mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- Je certifie être à jour de mes obligations fiscales
- Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

CAPACITES FINANCIERES ET EFFECTIFS

« Saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux, dont le pourcentage significatif pour cette consultation sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes, n'aient pas à renseigner tous les exercices). »

« Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet) :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet:

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :

Le formulaire est adapté pour que les sociétés créées depuis moins de trois ans n'aient pas à renseigner les trois dernières années. En cas de modifications en cours, des demandes de compléments pourront être faites par l'acheteur.

- Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, prévus aux articles L.2341-1 et s. du CCP,

-

Je déclare posséder les pouvoirs d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme délégué du dirigeant : Nom :

- Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

NOM, PRENOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE

LIEU ET DATE DE SIGNATURE

Annexe 2

Documents et attestations à remettre tous les 6 mois par le titulaire établi *A L'ÉTRANGER*

Le titulaire du marché qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur tous les 6 mois les documents suivants :

1) Dans tous les cas :

Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Conformément à l'article D. 8222-8 du code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.